



Présence Internationale

Rue Lt. Freddy Wampach 23
1200 Bruxelles
Email: info@pbi-belgium.org
<https://pbi-belgium.org/>
BNP Fortis: BE07 0011 0164 5366

BELGIQUE-BELGIE
P. P.
4020 LIEGE
P 001436



N° 154

Ed. resp. : M. Vasic, Rue Lt. Freddy Wampach 23, 1200 Bruxelles - Bureau de dépôt : Liège - Envoi non prioritaire à tarif réduit
Abonnement : 7 euros - Cotisation de sympathisant : 15 euros - Cotisation de membre effectif : 20 euros

Editorial

Si on fait un rapide bilan de cette année 2025 qui s'achève, on risque de se dire au niveau international que la justice et les droits humains ne sont pas près de triompher. Effectivement, rien qu'à considérer le sort des Palestiniens de Gaza ou celui des Ukrainiens, il semblerait même qu'on s'en éloigne toujours plus. Dans ces deux coins du monde comme dans d'autres, la diplomatie traditionnelle, basée sur le multilatéralisme et le respect du droit international, ne paraît pas en mesure de faire plier les volontés impérialistes ou folies meurtrières de certains chefs d'Etat ou de gouvernement.

Face aux défis posés par l'actualité internationale susceptible d'alimenter un sentiment de désillusion, nous tenons à rappeler les bienfaits d'une paix juste et les avantages à faire respecter le droit. Nous pensons que c'est précisément dans ce contexte de division que les idéaux de coopération, de dialogue et de justice universelle trouvent toute leur pertinence. La non-violence n'est pas une faiblesse, mais une force active, le seul chemin viable vers une sécurité durable pour tous. Le respect des droits fondamentaux n'est pas une option, mais le socle inaliénable de toute société juste.

Nous réaffirmons notre attachement à un ordre mondial fondé sur des règles communes et la primauté du droit. La paix et les droits humains ne sauraient être monnayés ou subordonnés à des intérêts nationaux immédiats. Notre credo est celui de la solidarité internationale et de la primauté de la dignité humaine, des valeurs qui doivent continuer de guider l'action collective, envers et contre tout. Notre action est concrète et ciblée : nos équipes de volontaires sur le terrain accompagnent des défenseur(e)s locaux des droits humains mis(es) en difficulté parce qu'ils ou elles luttent pacifiquement pour la justice et le bien commun.

En cette période de fin d'année, si propice à la générosité et à la solidarité, nous vous invitons à donner à PBI les moyens de poursuivre son travail en faveur de la paix. Pour cela, vous pouvez faire un **don au compte BE07 0011 0164 5366 de PBI Belgium**, ou, mieux encore, donner dès aujourd'hui à votre banque un ordre permanent en faveur du même numéro de compte. Pour rappel, notre association est habilitée à vous délivrer une **attestation fiscale pour tout don d'au moins 40 euros sur l'année**. Alors, n'hésitez pas ! Tout en vous en remerciant d'avance, nous vous adressons tous nos vœux de paix et de justice pour l'an neuf.

Au sommaire

Kenya

Ferme opposition aux projets de construction d'une centrale nucléaire
Page 2

Honduras

Entretien avec la militante Esdra Sosa
Page 3

Colombie

L'union fait la force : la communauté de paix de San José de Apartadó
Page 4

In de beweging

Expo in Utrecht
Page 6



PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation internationale impartiale et indépendante de tout gouvernement, toute tendance politique ou croyance religieuse. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL organise une présence internationale dans les zones de conflit armé à la demande d'associations locales menacées afin de sauvegarder l'espace nécessaire à l'action de la population civile en faveur d'un dialogue et d'une résolution non violente des conflits. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation officiellement reconnue par les Nations Unies.

Kenya

Ferme opposition aux projets de construction d'une centrale nucléaire

Sorti il y a peu en anglais et en espagnol et disponible sur le site <https://peacebrigades.org/en/about-pbi/annual-reviews>, le rapport 2024 de notre organisation internationale consacre un article à la lutte victorieuse d'une organisation locale de défense de la justice environnementale, accompagnée par PBI, contre l'installation d'une première centrale nucléaire dans le pays. Comme nous n'avons pas encore évoqué ce sujet dans nos colonnes, nous vous en livrons une traduction française.

Le village d'Uyombo est situé sur la côte du comté de Kilifi, au Kenya, entre le parc national marin de Watamu et la forêt d'Arabuko-Sokok, une réserve de biosphère de l'UNESCO. Les récifs coralliens regorgent de vie marine et la forêt, qui abrite d'innombrables oiseaux, insectes et plantes rares, est essentielle à la richesse de l'écosystème de la région. Pour la communauté qui y vit, cette terre fait partie de son patrimoine culturel, elle est le symbole de son identité et, pour beaucoup, une source vitale de revenus grâce à la pêche et à l'écotourisme.

En août 2020, sans consultation de la communauté locale, Uyombo a été annoncé comme site proposé pour la première centrale nucléaire du Kenya. La proposition a suscité une vive opposition de la part de la communauté et des écologistes, qui craignaient l'impact sur les écosystèmes fragiles et les risques pour la santé liés aux fuites radioactives et à une gestion inadéquate des déchets.

À la tête de l'opposition se trouvait le *Center for Justice Governance and Environmental Action* (CJGEA), une organisation locale de défense de la justice environnementale qui œuvre pour protéger les communautés contre les effets néfastes de la pollution. Phyllis Omidio est la directrice exécutive de l'organisation : « Nous abritons la seule forêt côtière d'Afrique de l'Est, le parc marin de Watamu et la plus grande plantation de mangroves du Kenya. Nous ne voulons pas que l'énergie nucléaire perturbe notre écosystème. »

Après une série de manifestations pacifiques et de pétitions, les tensions ont monté d'un cran lorsque les ma-

nifestants et les organisateurs ont été confrontés à une réponse brutale de la part des autorités. Outre les agressions physiques perpétrées par la police, ils ont également été victimes de cyberattaques et de surveillance en ligne. En 2024, ils ont demandé l'aide et la protection de PBI.

Aux côtés de l'équipe du CJGEA, PBI a observé les manifestations, les marches et une réunion publique très médiatisée contre le projet, notre soutien international garantissant le maintien du caractère pacifique des événements et la sécurité des manifestants. Lance Mbani, responsable de programme pour le CJGEA, explique l'impact de cette présence : « La présence de PBI a apporté un fort sentiment de sécurité et de solidarité. Elle a considérablement dissuadé les menaces à notre encontre et nous a encouragés à nous exprimer et à agir avec plus de confiance dans la poursuite des droits humains et la protection du droit des communautés à un environnement propre et sain. »

Parallèlement, PBI a également dispensé une formation ciblée en matière de sécurité au personnel de CJGEA et aux militants locaux qui étaient confrontés aux pires formes d'abus physiques et en ligne : « La formation nous a aidés à définir des mesures claires pour évaluer et gérer les risques, et a considérablement amélioré notre sécurité et celle des défenseurs avec lesquels nous travaillons, en particulier les femmes qui sont souvent les plus exposées aux risques de représailles. »

L'équipe de PBI au Kenya a soutenu CJGEA dans son action militante, notamment en remettant une pétition au gouverneur du comté de Kilifi, exhortant à la protection du droit des communautés à un environnement propre et sain et à une transition énergétique juste dans le cadre du programme nucléaire kenyan.

Leurs efforts ont porté leurs fruits en janvier 2025, lorsque le gouvernement kenyan a décidé de dissoudre l'Agence pour l'énergie et l'électricité nucléaires (NuPEA), qui avait promu et mis en œuvre le programme nucléaire du pays, reconnaissant qu'il s'agissait d'une mauvaise utilisation des fonds publics.

Cette décision historique souligne la prise en compte par le gouvernement des préoccupations économiques et environnementales soulevées par la CJGEA, la communauté d'Uyombo et les Kenyans en général, qui continuent de plaider en faveur des énergies renouvelables plutôt que du nucléaire.

Article traduit du Rapport 2024 de PBI



Membres du *Center for Justice Governance and Environmental Action* en compagnie de représentants de PBI



Honduras



«Tant que j'aurai vie et voix, je ne cesserai pas de défendre les droits des personnes LGBTIQ+» (Esdra Sosa)

Directrice de l'Asociación LGTB Arcoíris au Honduras, Esdra Sosa défend depuis plus de vingt ans les droits des personnes de la diversité sexuelle et de genre dans un pays où les activistes font face à de graves violences et à une impunité persistante. En entretien avec PBI, elle revient sur les menaces qui pèsent sur les personnes LGBTIQ+ au Honduras, mais aussi sur sa détermination à poursuivre son engagement malgré les risques.

Esdra Sosa était récemment à Genève dans le cadre d'un speaking tour organisé par PBI, aux côtés de Daniela Mondragón de l'organisation hondurienne SOMOS CDC, également accompagnée par PBI Honduras. Elles ont participé à la pré-session de l'Examen périodique universel (EPU) du Honduras et rencontré des représentants de l'ONU, d'États membres et d'ONG pour exposer la situation des droits humains dans leur pays. Après leur passage en Suisse, Esdra et Daniela ont poursuivi ce tour en Norvège, aux Pays-Bas, en Allemagne et en France.

Défendre à partir de sa propre expérience

Esdra est une femme lesbienne et militante depuis plus de deux décennies. Au sein d'Arcoíris, organisation basée à Tegucigalpa et fondée en 2003, elle œuvre sans relâche pour les droits des lesbiennes, gays, personnes trans, bisexuelles et plus largement de la communauté. Ses actions portent notamment sur le plaidoyer politique, la documentation des crimes de haine, la prévention en santé sexuelle et reproductive, ainsi que la prévention des infections sexuellement transmissibles.

«Ma motivation, c'est que je fais partie de la population LGBTIQ+. Je défends les droits de mes pairs, des personnes comme moi», explique-t-elle. Et d'ajouter : «La défense me motive, j'ai toujours défendu des droits.» Son témoignage illustre une lutte constante pour la dignité, dans un pays où, selon les données d'Arcoíris, plus de 560 personnes LGBTIQ+ ont été assassinées ces dernières années, avec un taux d'impunité supérieur à 90 %. C'est dans ce contexte difficile qu'Esdra Sosa ose affirmer son engagement: «Je ne cesserai pas de défendre les droits des personnes LGBTIQ+ tant que j'aurai vie et voix.»

Une triple discrimination : genre, orientation et identité

«Au Honduras, l'activisme LGBTIQ+ n'est pas seulement difficile, il est dangereux», décrit Esdra. Être femme, lesbienne et adulte signifie subir une triple discrimination: «Dans mon pays, on dévalorise le genre féminin, mais on intensifie encore plus la discrimination lorsqu'on est une personne LGBTIQ+, et en plus adulte. [...] À partir de 30 ans, on ne vous propose déjà plus d'emploi.»

La situation est tout aussi alarmante dans le domaine de la santé. Les femmes lesbiennes et bisexuelles sont confrontées à une discrimination structurelle : pra-

tiques médicales intrusives sans consentement, violences verbales, stigmatisation. «On nous décrit comme des malades, des criminelles, ou comme des personnes qui ne consultent que pour des maladies sexuellement transmissibles», dénonce-t-elle.

L'accès à la justice est également limité. Bien souvent, les crimes contre des personnes LGBTIQ+ ne sont pas qualifiés de crimes de haine. «Si on nous tue en tant que personnes LGBTIQ+, l'affaire est classée comme "homicide" ou "féminicide", même si la victime est une personne trans», souligne Esdra.

Entre résilience et avancées

Malgré les nombreux obstacles, Esdra souligne plusieurs avancées importantes : la formation professionnelle d'activistes au sein d'Arcoíris, les reconnaissances obtenues aux niveaux national et international, non seulement pour l'identité LGBTIQ+ de l'organisation mais aussi pour son travail de défense et de protection. Elle évoque également la participation à des espaces internationaux comme l'EPU.

Pour Esdra, être présente à l'ONU constitue une opportunité unique de lancer un appel à l'État hondurien afin qu'il accepte et applique les recommandations formulées par les mécanismes internationaux. Lors de l'EPU, elle a porté haut la voix d'une communauté historiquement exclue, demandant des réformes du code pénal pour sanctionner les violences contre les personnes LGBTIQ+, la reconnaissance légale des identités de genre, ainsi que la mise en œuvre de la sentence internationale dans l'affaire Vicky Hernández, une femme trans assassinée par la police en 2009 au Honduras.

PBI, un soutien indispensable

Esdra souligne enfin le rôle crucial de PBI : «PBI a été cette béquille qui nous empêche de tomber, qui nous permet de continuer à lutter pour la communauté LGBTIQ+. Leur présence nous donne la force de dire que cette situation ne peut pas durer.» Grâce à la présence internationale de PBI, l'association Arcoíris a pu déposer des plaintes, être entendue par les autorités et rendre son travail visible aux niveaux national et international.

Elle conclut en saluant le travail de PBI, une organisation «qui n'influence pas directement les décideurs, mais qui observe et dénonce les violations, apportant ainsi une protection essentielle».

Article de PBI-Suisse



Colombie

L'union fait la force : la communauté de paix de San José de Apartadó développe un concept global de vie et de protection

De façon régulière, nous vous tenons au courant de la situation de la communauté de paix de San José de Apartadó, située au cœur de la région d'Urabá, dans le département d'Antioquia, entre nature et cultures diverses. À la faveur d'un article récent sur le sujet d'un volontaire de PBI, nous faisons à nouveau le point sur l'existence de ce groupe de paysans qui, depuis près de trente ans, face au conflit armé, résiste à travers le travail, l'union et la dignité, sous le principe strict de la non-violence et de la neutralité. Cette communauté, accompagnée par PBI, a officiellement vu le jour en mars 1997, lorsque ses habitants, lassés de la violence et du contrôle des groupes armés, ont pris la décision audacieuse de se déclarer neutres, en vivant sans armes et en s'organisant selon les principes de solidarité, de respect et d'autonomie.

La région d'Urabá a toujours été un terrain de conflit. Sa situation stratégique entre la mer des Caraïbes, le Chocó et l'intérieur d'Antioquia en fait un point clé pour le commerce, mais aussi un lieu que beaucoup ont voulu contrôler. Cette région de rivières, de montagnes et de sols fertiles est idéale pour cultiver le cacao, le maïs, la banane plantain et le manioc... mais cette même richesse est également source de violence. Dans les années 80 et 90, la guerre a fait rage : guérillas, paramilitaires et armée s'affrontaient sans relâche, et les paysans se retrouvaient pris entre deux feux. Beaucoup de personnes ont été déplacées, d'autres assassinées simplement pour avoir refusé de prendre parti. Les membres de la communauté, lassés de tant de violence, ont créé une communauté fondée sur la paix, la solidarité et le travail partagé. Ils voulaient démontrer qu'il était possible de vivre sans armes, en prenant soin de la terre et en s'entraïdant. C'est cette volonté d'être ensemble qui leur a permis de grandir en tant que mouvement de résistance.

Toute cette violence les a amenés à rompre leurs relations avec les forces de l'ordre et d'autres institutions de l'État, car ils affirment que celles-ci ne leur offrent pas les garanties de sécurité demandées par la communauté, mais aussi en raison des liens que, selon les dénonciations constantes de la communauté elle-même, la Brigade XVII a historiquement entretenus avec des groupes paramilitaires.

Au fil du temps, la communauté de paix a commencé à articuler plusieurs stratégies de résistance, de résilience et d'autoprotection. Ils en sont convaincus : l'union fait la force. C'est pourquoi ils s'efforcent de construire cette union, chaque jour et à tous les niveaux : social, économique, écologique, éducatif, culturel et spirituel, mais aussi international. Tout d'abord, le travail communautaire : prester des journées de travail collectif où des familles entières sèment, récoltent et partagent les fruits de leur travail. Cela garantit que personne ne souffre de la faim et renforce les liens entre tous, le tissu social. C'est de là qu'est né le pari de la souveraineté alimentaire : produire soi-même pour ne pas dépendre du marché ni de l'aide extérieure, ce qui était vital lorsque les routes



Entrée de la communauté de paix de San José de Apartadó.

étaient bloquées par des barrages illégaux et qu'il était impossible d'accéder aux marchés.

Plus tard, ils ont adopté l'agroécologie : abandonner les produits chimiques, conserver les semences indigènes, prendre soin du sol et de l'eau, travailler en harmonie avec la nature. Il ne s'agit pas seulement d'une technique, mais aussi d'un geste politique, et ils collaborent avec des entreprises telles que Lush Cosmetics, qui sont devenues des partenaires internationaux pour acheter à la communauté un cacao plus écologique et respectueux de l'environnement pour la production de savons.

La culture du cacao biologique est devenue un autre pilier de leur résistance. Les paysans de la communauté de paix le cultivent selon des méthodes qui préservent la biodiversité, le fermentent, le sèchent et le vendent dans le cadre du commerce équitable. Aujourd'hui, ce cacao est leur principale source de revenus et aussi un symbole d'autonomie ; il prouve qu'il est possible de vivre de la terre sans la détruire. Les bénéfices permettent de soutenir des projets dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'amélioration des communautés.

La mémoire et la culture jouent un rôle clé dans le parcours de la communauté de paix. Se souvenir des victimes, faire des marches sur les lieux où des crimes ont été commis, planter des arbres, peindre des fresques murales, chanter, raconter des histoires et



A m é r i q u e s

produire des pièces de théâtre communautaires : tout cela permet de maintenir vivante l'identité paysanne et de renforcer la communauté. Ils disposent d'espaces physiques tels que des mausolées ou des cimetières pour honorer ceux qui sont tombés, et ces actions sont en elles-mêmes un acte de résistance. Ils organisent des actions commémoratives, comme le chemin de croix qu'ils réalisent pendant la semaine sainte, en souvenir de leurs proches, ou différentes structures spirituelles. Se souvenir, c'est passer par le cœur.

Aujourd'hui, l'un des plus grands défis pour la communauté est la question de la terre. Alors que les menaces des groupes armés illégaux continuent de provoquer des déplacements dans la région, le problème de l'extractivisme s'installe. Les entreprises de palmiers, d'exploitation minière ou d'élevage cherchent à s'appropriier le territoire, promettant le développement, mais, en réalité, elles mettent en péril l'autonomie de la communauté et détruisent la nature. La communauté de paix défend son territoire contre les projets de construction d'une route qui traverserait ses terres et qui, dénonce-t-elle, manque de planification légale. Cette résistance a provoqué des attaques violentes et même des meurtres à l'encontre de la communauté.

Même si la communauté a reçu une reconnaissance, et même des excuses publiques, de la part de l'État lui-même, ainsi que des mesures de protection du Système interaméricain des droits humains, elle fait l'objet de menaces, de surveillance et de harcèlement : des tentatives d'intimidation pour qu'elle se conforme ou quitte les lieux. Elle n'a pas de bonnes relations avec la population civile de la région, ce qui provoque son isolement. Mais ses membres restent fidèles à leurs principes de non-violence et de neutralité, défendent leur territoire, se soutiennent mutuellement et rendent leur lutte visible auprès des organisations nationales et internationales. Ils savent que la violence a changé de forme, mais que le risque demeure. C'est pourquoi ils affrontent la violence à leur manière : ils défendent la terre, prennent soin de l'eau, reboisent et persévèrent dans leur projet de vie collective, tout en respectant le principe de non-violence.

La terre est travaillée en famille et en communauté. Chaque famille a sa parcelle, mais il existe des terres communes et des activités collectives auxquelles tout le monde participe. La nourriture est répartie entre les familles en fonction de leurs besoins, et le surplus est partagé ou vendu collectivement. Les revenus du cacao et d'autres produits permettent de financer des projets communs. Ce modèle démontre que la coopération est plus forte que l'égoïsme. Il permet aux jeunes de travailler et leur donne un salaire, afin qu'ils puissent avoir leurs propres revenus et que chacun puisse aider sa famille. Cela crée également une relève génération-

nelle pour que la communauté puisse perdurer pendant de nombreuses années.



Vue sur le territoire de la communauté de paix

À l'école, les enfants apprennent bien plus qu'à lire et écrire : ils apprennent à vivre en communauté et à résister. Dès leur plus jeune âge, ils connaissent leurs droits, l'histoire de leur peuple et comment prendre soin de la terre. Les filles jouent un rôle clé : elles vont à l'école, aident aux cultures et aux projets communautaires, dirigent des activités et préservent la mémoire de la communauté, apprenant ainsi à être fortes, responsables et à prendre soin de leur territoire. La culture, la musique, le théâtre, l'artisanat et la mémoire quotidienne deviennent des moyens d'éduquer, de résister et de construire un sentiment d'appartenance. Ils sont toujours transparents avec les enfants : à aucun moment ils ne leur cachent un événement catastrophique ou tout autre événement important qui s'est produit dans la communauté. Cela fait partie de la sauvegarde de la mémoire historique.

Enfin, la souveraineté alimentaire leur a permis non seulement de résister, mais aussi de vivre dans la dignité. Dans les moments les plus difficiles, lorsque la nourriture ne parvenait pas et que les routes étaient fermées, la communauté se nourrissait de ce qu'elle produisait. Leurs potagers et leurs cultures diversifiées ont permis que personne ne souffre de faim et ont renforcé leur indépendance économique et politique. Le travail de la terre est devenu un acte de vie.

Ainsi, dans la communauté de paix de San José de Apartadó, semer ne signifie pas seulement cultiver des aliments, mais aussi semer la vie, la résistance et l'espoir. Chaque potager, chaque grain de cacao, chaque salle de classe, chaque marche pour la mémoire est un rappel que la paix se construit jour après jour, grâce à l'effort collectif, au soin apporté à la terre et à l'engagement de protéger la communauté pour les générations futures. Là où la violence a tenté d'effacer l'espoir, la vie continue de croître, et la paix sent le cacao, la terre humide et la dignité paysanne.

Article traduit de Michael Harram



Expo in Utrecht

Tot 23 december 2025 is in Utrecht een bijzondere tentoonstelling te zien. De aanleiding is de 10^{de} verjaardag van Shelter City Project waaraan PBI Nederland deelneemt. Inderdaad, PBI Nederland werkt sinds 2015 aan dit project dat gecoördineerd wordt door "Justice and Peace".

Al 10 jaar wordt in het kader van Shelter City gedurende drie maanden onderdak verleend aan mensenrechtenverdedigers die door hun werk bedreigd worden in hun herkomstland. In Utrecht ontvangt PBI dus de mensenrechtenverdedigers: volledig in de missie van PBI: creating space for peace.

Door mensenrechtenverdedigers tijdelijk op te vangen en te begeleiden in Utrecht kunnen zij namelijk uitgerust en gesterkt met nieuwe kennis, kunde en een uitgebreider netwerk nog beter aan een goede toekomst voor hun herkomstland werken. Ook komen de mensenrechtenverdedigers in contact met de bewoners van Utrecht en krijgen de ruimte om hun ervaringen te delen en het belang van mensenrechten ook hier in Nederland te promoten.

Een foto-expositie over de kracht van mensenrechtenverdedigers



Van 28 november tot 23 december is in het Stadskantoor Utrecht de foto-expositie Portretten van Moed te zien. De tentoonstelling vertelt de verhalen van mensenrechtenverdedigers uit landen als Venezuela, Kenia, Polen en Kirgizië. Over mensen die ondanks intimidatie, geweld en gevaar blijven opkomen voor gerechtigheid, gelijkheid en vrede.

De portretten en citaten geven een indringend beeld van hun persoonlijke strijd en veerkracht. Elk verhaal is uniek, maar samen tonen ze een universele boodschap: de moed om te blijven staan voor mensenrechten waar vrijheid onder druk staat.

Bezoekers van het Stadskantoor kunnen de expositie vrij bezichtigen tijdens de openingstijden van Burgerzaken. Via QR-codes bij de foto's kun je meer leren over de verhalen achter de portretten en over het werk van Shelter City Utrecht.

Locatie: Stadskantoor Utrecht, Stadsplateau 1

Periode: 28 november – 23 december 2025

Toegang: gratis

Meer informatie over Utrecht als één van de 16 Shelter City steden en de mensenrechtenverdedigers die Utrecht en de andere steden hebben opgevangen kunt u vinden op: www.sheltercity.nl/city/utrecht/. Op deze website zijn video's te zien met getuigenissen die in 2020 geleden werden verzameld n.a.v. de 5^{de} verjaardag van Shelter City. De boodschap blijft actueel.

